

but à atteindre pour briser les forces de la bourgeoisie.

Mieux qu'une avant-garde syndicaliste, il assure la liaison entre les ouvriers syndiqués et les non-syndicables (paysans, professions libérales, etc.).

Cette liaison est indispensable, surtout dans les pays où le prolétariat industriel n'est pas la majorité.

Le Parti Communiste, par l'adoption de la méthode dialectique de Marx, de la dictature du prolétariat, de la violence pour la prise

du pouvoir, par la répudiation de la défense nationale, est l'instrument de la Révolution ; il doit prétendre inspirer le prolétariat jusqu'à la disparition des classes.

Parti du prolétariat, basé sur des principes justes, il accomplira sa tâche, s'il a la confiance des prolétaires syndiqués.

La crise que traverse à l'heure actuelle la III^e Internationale, crise qui peut la mener à sa perte, ne peut faire abandonner l'idée d'un véritable parti prolétarien.

DELFOSE.

VISITES DE POLITESSE

A propos des Délégations en U.R.S.S.

Les délégués étrangers invités à participer aux fêtes du X^e anniversaire de la Révolution russe, et à se renseigner par la même occasion sur le développement économique de l'Union, sont rentrés dans leurs pays d'origine. Conduits par le Parti communiste, ils commencent maintenant une campagne de comptes rendus dans leurs milieux respectifs. Les uns, les ouvriers, avaient été invités par la C. G. T. russe ; ils rendent compte de leurs missions à leurs camarades d'atelier. Les paysans instruisent la campagne. Quant aux intellectuels, ils diffusent dans les milieux artistiques, littéraires et industriels, les quelques vérités élémentaires qu'ils ont péniblement enregistrées (Voir F. Jourdain, et précédemment G. Duhamel). On se rend compte qu'il y en a à prendre et à laisser.

Qu'est-ce qu'une délégation ? C'est un groupe d'hommes de bonne volonté, sans aucune connaissance générale de la situation, et optimistes. Je n'envisage ici que les camarades français. Quel est son but ? Dire à la classe ouvrière en France « la vérité » sur l'U. R. S. S. Quels sont ses moyens ? Enquêter en U.R.S.S. avec les facilités accordées par les organisations compétentes, rendre compte en France avec l'appui du Parti Communiste. Tel est l'essentiel de la tâche. A-t-elle été remplie ? Oui, dans la mesure des possibilités : en six semaines des ouvriers nullement instruits de la situation et des données élémentaires sur la structure de l'Etat Soviétique ont passé d'usine en usine, ignorants de la langue et des mœurs, notant au passage des indications officielles, écoutant de longs discours. Ces ouvriers ont vu, c'est vrai : ils ont vu des rues, des maisons, des voitures, des usines, des ateliers, des travailleurs, etc... Maintenant qu'ils sont rentrés, ils racontent ce qu'ils ont vu. Leur bonne foi ne saurait être mise en doute. Aujourd'hui, qu'ils ont entamé leur campagne de comptes

rendus, nous ne pouvons pas les accabler ; mais nous pouvons leur demander davantage que ce qu'ils nous disent, des précisions complémentaires, des explications, autre chose, enfin, que des affirmations sentimentales et parfois gratuites sur la vitalité du « Socialisme » en U. R. S. S. Nous communistes, devons leur demander des précisions, rassurantes ou non ; ils doivent nous les donner.

Mais le peuvent-ils ? Car il ne suffit pas de voir ; qu'ont-ils compris ? Manifestement rien. Car cela les eut conduit à reprendre les points de vue exprimés par l'Opposition, et à défendre ces points de vue en France. Les faits, pour quiconque veut non seulement voir, mais comprendre, contredisent sur tous les points les thèses officielles. En examinant quelques faits isolés ou mal choisis, l'illusion dure. Mais en faisant un examen général, elle tombe. Seuls les bons côtés ont été mis en lumière. Seules les acquisitions, socialistes ou non, ont été soulignées. Les discours suppléent au reste, et le panorama semble alors conforme aux instructions.

Mais une vue générale, prise directement, ajouterait des ombres profondes, et dévoilerait quelques supercheries. Ne racontait-on pas que les queues stationnant devant les coopératives pour obtenir de la farine étaient composées de souscripteurs à l'emprunt d'industrialisation ? Combien de délégués ont visité les Bourses du Travail et se sont entretenus avec les chômeurs ? Combien ont pu vérifier directement le contrôle ouvrier d'une usine ? Combien ont pu connaître la procédure véritable des conflits du travail ? Combien ont examiné le fonctionnement (et le rendement) d'une coopérative agricole ordinaire ? etc... Mille questions seraient à poser. L'examen de la situation (situation définie maintes fois par l'Opposition russe à l'aide de chiffres, de faits, de documents probants) eut conduit les délégués à adopter le

point de vue de l'Opposition, si ces délégués avaient été des marxistes ou tout au moins des militants communistes instruits. Or, ils ne l'étaient pas. Syndicalistes, anarchistes (nous ne parlons pas de Colomer), sans parti, ils étaient tous de bonne foi, mais incapables d'analyser sérieusement la situation et d'en tirer pour la classe ouvrière occidentale les leçons nécessaires. Quant aux délégués du Parti communiste, ils étaient là soit pour « noyauter », soit en récompense des services passés. Il va de soi qu'ils étaient « choisis ».

On comprend donc comment il était impossible à une telle délégation, quand bien même elle en aurait eu la volonté, de comprendre la situation et de nous ramener autre chose que des affirmations sentimentales. Quant aux hoquets des meneurs du Parti, luttant contre la social-démocratie à coups de délégués achetés le prix d'un voyage, il y a de quoi rire.

Des chefs du Parti et de l'Internationale ignorent-ils cette situation ? Nullement. Mais ils visent un but précis, et aucune falsification ne leur paraît nuisible au résultat cherché : la campagne entreprise au moyen des délégations n'a qu'un but électoral : répandre dans la masse populaire des sentiments pacifistes vis-à-vis de l'U. R. S. S., et préparer ainsi le terrain au mot d'ordre « Défense de l'U.R.S.S. ». C'est principalement cela que nous voulons dénoncer ici, non que ce soit simplement une fausse manœuvre, mais parce qu'en réalité cela cache la faute générale de l'Internationale. Cette faute consiste à chercher la défense de l'U. R. S. S. sur le terrain du pacifisme petit bourgeois et non sur celui de la lutte de classes, à réclamer la paix pour l'U. R. S. S. sur le terrain diplomatique et non sur celui du désarmement de la bourgeoisie capitaliste par le prolétariat — et sinon de son désarmement immédiat, du moins de son recul sous la pression directe du prolétariat.

Quelle est l'impression générale rapportée par les délégués ? C'est celle-ci : l'ensemble du peuple russe, ouvriers, paysans et fonctionnaires, a obtenu, grâce aux méthodes pré-socialistes, un niveau de vie à peu près normal ; il est au travail, certain de marcher vers le socialisme ; il ne faut pas le distraire de sa tâche. Quant à se demander dans quelle forme sociale se développe l'économie russe — vers le capitalisme ou vers le socialisme ? — les camarades

délégués ne se le sont pas demandé, sans quoi ils eussent remarqué, de toute évidence, qu'un développement économique, favorisé par l'absence du capitalisme privé dans les branches principales de la production, peut cependant s'opérer dans une forme sociale étatique petite bourgeoise, et non socialiste.

Mais ceci dit, les délégués n'ont songé qu'à demander, pour un peuple laborieux qu'ils ont vu à l'œuvre, la paix. La guerre menace contre l'U. R. S. S., leur assure-t-on. Il faut lui garantir la paix. Le sens des comptes rendus n'est pas autre. Et le Parti communiste utilise cet état d'esprit en vue de la campagne électorale. Cette campagne doit se faire, au point de vue de la politique extérieure, sur le mot d'ordre de « défense de l'U. R. S. S. ». Or, pour faire une agitation « fructueuse » parmi les masses ouvrières, paysannes et petites bourgeoises, ce mot d'ordre doit simplement s'exprimer : paix avec l'U. R. S. S.

Peut-on, en fin de compte, comparer les conditions de vie d'un ouvrier du textile à Ivanovo-Vonéssenk et à Lyon, celle d'un mineur du Donbass ou de Charleroi, etc... ? Non. Un examen superficiel en convainc le premier venu. Mais là n'est pas l'intérêt. Il ne s'agit pas de remuer la masse ouvrière en faisant miroiter à ses yeux le « paradis » ouvrier en U. R. S. S. Il ne s'agit que de constater la vitalité du régime, quel qu'il soit. Or, il n'est pas viable que le « régime » actuel soit viable. Cela suffit ; il faut empêcher qu'on l'attaque. — Tel est le raisonnement des dirigeants de l'Internationale.

Les délégués défendent inconsciemment le pacifisme petit-bourgeois. C'est leur seule possibilité, et cette possibilité est particulièrement utile à un parti pratiquant l'opportunisme électoral. D'où la fondation d'une Société des Amis de l'U. R. S. S. sur la base des délégations. Cette Société n'a qu'un but pacifiste, remuer l'opinion en vue des élections et impressionner les libéraux-radicaux et socialistes. C'est tout.

Mais où est dans tout cela la lutte de classes ? C'est à nous de faire comprendre aux délégués que ce qu'ils ont vu ne nous convainc pas, parce qu'on leur a caché en U. R. S. S. tout ce qui a trait à la lutte de classes qui continue, et que c'est cela seulement qui nous importe.

ARNAUP.